



LIMINAIRE AU CSAL-FS
DU 02/07/2024

Monsieur le Président,

Nous aimerions vous alerter sur la situation des agents et de leurs conditions de vie au travail.

Nous constatons la gravité avec laquelle les usagers se défoulent sur les agents de l'État. En effet, la majorité des fiches de signalement font suite à des insultes et des menaces envers nos agents dans l'exercice de leurs fonctions.

Les usagers ne nous respectent plus. Ils ne se sentent pas entendus par l'État qui ne s'occupe peu de l'intérêt des Françaises et des Français.

Ces agressions sont dirigées vers un service public manquant, défectueux, de pacotille lié aux suppressions d'emplois et aux surcharges de travail.

Les agents sont découragés, désabusés, fatigués et les résultats de l'observatoire interne de la Dordogne, bien en deçà des résultats nationaux, le prouvent (40 indicateurs sur 52 sont en retrait et même pour 33 d'entre eux avec un écart défavorable de plus de 7 points).

Surcharge de travail, travail en open-space, temps de trajet-travail domicile rallongé, usagers agressifs, conflits dans les services, c'est là le constat de journées de travail épuisantes, bruyantes et stressantes qui s'ajoutent à un pouvoir d'achat en baisse et un avenir incertain.

Sans compter sur une complexité croissante de nos missions, avec de nouvelles règles et de nouveaux applicatifs sur lesquels nos agents sont obligés de se former rapidement dans un environnement déjà anxiogène.

Quant aux équipements de travail (de l'immobilier à la moindre feuille de papiers toilette), ce n'est pas avec les 10 milliards (voir plus) d'économie imposée par le gouvernement que l'environnement de travail des agents va s'améliorer, au contraire.

Notre grande maison DGFiP a subi de fort dégâts dans les missions, les conditions de travail des agents. Il serait utopique de croire le contraire et que les prochaines réformes amélioreraient la situation.

L'avenir de notre administration est en danger, il serait temps d'en prendre conscience.

Nous vous remercions de votre attention.

Christine Duval titulaire
secrétaire départementale UNSA 24
Franck Scouarnec suppléant
Pascale Pomier et Cathy Hébrant experts